

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/23

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

SCAL

Aéroport Lyon Saint-Exupéry
BP 116
69124 COLOMBIER-SAUGNIEU

Références : UDR-CRT-23-096-CC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 mai 2023 dans de l'établissement SCAL implanté à Colombier-Saugnieu. L'inspection a été annoncée le 24 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Stockage Carburant Aviation Lyon (SCAL) est autorisée par arrêté préfectoral du 07/12/1994 modifié à exploiter un dépôt pétrolier pour l'avitaillement des avions de l'aéroport Saint Exupéry. Elle a porté à la connaissance du préfet le 15 juillet 2022, son projet d'installation de compteurs métrologiques, de passage de ses canalisations enterrées en caniveaux et d'amélioration de ses moyens de défense incendie du poste de dépotage. Ces modifications ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2023, modifiant l'arrêté préfectoral cadre du 7 décembre 1994, réglementant actuellement l'activité de l'établissement.

La visite d'inspection objet du présent rapport avait pour objectif, d'aborder les modifications de l'établissement ayant donné lieu au dernier arrêté préfectoral complémentaire, d'aborder la mise à jour du POI, tel qu'exigé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2022 et d'évoquer le sujet de la défense incendie de l'établissement. Ce dernier sujet n'ayant pas été épuisé à l'issue de la présente visite d'inspection, il sera réabordé au cours d'une seconde visite d'inspection, prévue au second semestre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **SCAL**
Aéroport Lyon Saint-Exupéry
BP 116
69124 COLOMBIER-SAUGNIEU
- Code AIOT dans GUN : 0006104127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Caniveaux recouverts d'une dalle béton ;
- Détection hydrocarbure et automatismes de mise en sécurité des caniveaux ;
- Événements des bacs de stockage ;
- Mise à jour du POI ;
- Confinement des eaux pluviales en cas de sinistre ;
- Formation du personnel à la lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivantes :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non-conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Néant.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caniveaux recouverts d'une dalle béton	Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, Article 3, 7.9.3	Voir la demande dans la fiche de constat
2	Détection hydrocarbure et automatismes de mise en sécurité des caniveaux	Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, Article 3, 7.9.3	Voir les demandes dans la fiche de constat
3	Événements des bacs de stockage	Arrêté Ministériel du 03/10/2010 Article 15 et Annexe 1	Voir la non-conformité dans la fiche de constat
4	Mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 10/10/2022 Article 3	Voir les demandes dans la fiche de constat
5	Confinement des eaux pluviales en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 54-3	Voir la non-conformité dans la fiche de constat
6	Formation du personnel à la lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 43-2-5	Voir les demandes dans la fiche de constat

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a principalement mis en exergue, deux non-conformités aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 applicable aux stockages de liquides inflammables. Ces non-conformités concernent :

- Article 15 : La surface minimale des événements des bacs de stockage des bacs 5, 6 et 7 ;
- Article 54-3 : Le confinement des eaux pluviales de voiries en cas de sinistre.

Il convient que l'exploitant mette en œuvre, dans les meilleurs délais, les moyens nécessaires au respect de ces prescriptions réglementaires. En cas de non-respect des échéances fixées dans le présent rapport, des suites administratives pourront être proposées par l'inspection à la préfète.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caniveaux recouverts d'une dalle béton

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, Article 3, 7.9.3
Thème(s) : Caniveaux recouverts d'une dalle béton
Prescription contrôlée : <i>« Les caniveaux sont recouverts en permanence ; à l'exception des périodes de travaux mentionnées à l'alinéa suivant ; de dalles de béton formant un écran thermique en cas d'incendie.</i> <i>En période de travaux dans un caniveau nécessitant le retrait des dalles de béton qui le recouvre, des moyens d'extinction sont tenus à disposition à proximité du caniveau et une personne formée à la manipulation de ces moyens d'extinction doit être présente dans le périmètre du dépôt. »</i>
Constats L'exploitant a déclaré que les dalles en béton sont en place, que leur étanchéification est en cours et que des caillebotis ont été disposés au-dessus des « chambres des vannes », qui sont les fosses situées entre les caniveaux et les pomperies. L'inspection a constaté sur site la présence desdites dalles en béton. Au regard de la très faible hauteur libre dans les caniveaux, tous travaux à l'intérieur de ceux-ci, nécessiteront le retrait des dalles en béton qui les recouvrent. A ce stade, l'exploitant n'a pas rédigé de document opérationnel, permettant de mettre en œuvre les prescriptions de l'arrêté préfectoral en pareilles circonstances. Il a pris l'engagement de rédiger prochainement un mode opératoire en ce sens.
Type de suites proposées : Demande n°1 : Transmettre le mode opératoire en cas d'enlèvement des dalles en béton recouvrant les caniveaux.

N° 2 : Détection hydrocarbure et automatismes de mise en sécurité des caniveaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1994, Article 3, 7.9.3
Thème(s) : Détection hydrocarbure et automatismes de mise en sécurité des caniveaux
Prescription contrôlée : <i>« Les caniveaux disposent en leur point bas, d'une détection d'hydrocarbures liquides retransmise au bureau du chef de piste, dans lequel une personne est présente en permanence.</i> <i>En cas de détection d'hydrocarbures dans un caniveau :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>Les vannes automatiques situées sur les canalisations qui le traversent, se ferment automatiquement et leur ouverture est interdite ;</i>• <i>Les pompes alimentant les canalisations qui le traversent, sont immédiatement arrêtées et leur démarrage est interdit. »</i>
Constats : Les caniveaux sont en pente, en direction des « chambres des vannes ». En cas de fuite à l'intérieur des caniveaux, les hydrocarbures s'écouleraient en direction des « chambres des vannes » qui sont munies d'un puisard équipé d'un détecteur d'hydrocarbures liquides (Sonde LARCO) ainsi que d'une pompe de relevage. Du côté des quais de chargement, l'exploitant déclare qu'en cas de détection d'hydrocarbures liquides dans le puisard, les vannes de sectionnement des quais se ferment et leur réouverture est interdite. Les vannes de pied de bac se ferment également et la pompe de chargement s'arrête. Du côté des quais de dépotage, l'exploitant déclare qu'en cas de détection d'hydrocarbures liquides dans le puisard, les vannes de sectionnement de quai (qui ne sont pas encore installées) se fermeront également et que l'automatisme fonctionnera de la même manière que celui des quais de chargement. L'ensemble du dispositif n'étant pas encore fonctionnel, il n'a pas pu être testé dans son ensemble, c'est-à-dire du détecteur d'hydrocarbures liquides jusqu'à la fermeture des vannes. En revanche, un essai de déclenchement de l'automatisme de sécurité, par le bouton d'arrêt d'urgence des quais de chargement, a permis à l'inspection de constater que celui-ci actionne bien la fermeture des vannes de quai. Un essai de l'ensemble du dispositif, sera effectué au cours d'une prochaine visite d'inspection prévue au second semestre 2023. L'exploitant déclare également, que la détection d'hydrocarbures liquides dans le puisard, déclenche une alarme sur le système de supervision localisé dans le bureau des chefs de piste (présents en 3X8), ainsi qu'une retransmission de cette alarme sur le portable ATEX du chef de piste.
Type de suites proposées : Demande n°2 : Transmettre la notice technique du détecteur d'hydrocarbures liquides. Demande n°3 : Transmettre un justificatif de mise en place des vannes de sectionnement des quais de dépotage.

N° 3 : Événements des bacs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010 Article 15 et Annexe 1

Thème(s) : Evénements des bacs de stockage

Prescription contrôlée :

« Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté.

Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée Se est à minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1.

« Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables :

- aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ;*
- aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac :*
 - ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ;*
 - ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler. »*

Constats :

Les calculs de dimensionnement des événements des bacs de stockage, transmis par l'exploitant en février 2023 dans le cadre des échanges préalables à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2023, font apparaître qu'aucun bac de stockage ne dispose d'une surface cumulée des événements, conforme aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Il convient de rappeler ici, que cette exigence issue de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, n'est applicable qu'aux bacs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine engendrés par un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir, sortent des limites du site. Cependant par exception, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque ces zones de dangers n'atteignent que des zones qui :

« ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments et ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler. »

Dans une première approche, l'exploitant a considéré que seul le bac 7 devait disposer d'une surface cumulée des événements non conforme aux exigences de l'article 15, car ses effets graves pour la vie humaine atteignent la rue d'Espagne. En ce qui concerne les bacs 5 et 6, les effets graves pour la vie humaine n'atteignant qu'une bande de terrain délimitée par la clôture de l'établissement et la rue d'Espagne, l'exploitant a considéré, que la zone concernée ne comptant aucun lieu d'occupation humaine et n'étant pas susceptible d'en faire l'objet, ceux-ci n'étaient pas concernés.

L'inspection des installations classées constate que le « Guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables Partie B » précise : « La maîtrise foncière par l'exploitant, des servitudes, un PIG ou un PPRT permettent de répondre à l'objectif visé par l'arrêté de maintenir dans le temps l'absence de lieux avec occupation humain. ».

La bande enherbée atteinte par les effets graves pour la vie humaine engendrés par les phénomènes de pressurisation lente des bacs 5 et 6, ne répondant à aucun de ces modes de maîtrise foncière, ils doivent donc également respecter les exigences de l'article 15, en termes de surface minimale cumulée de leurs événements.

Type de suites proposées :

Non conformité n°1 :

Mettre en conformité avant le 31 décembre 2023, la surface cumulée des événements des bacs de stockage concernés par les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (bacs 5, 6 et 7).

N° 4 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2022 Article 3
Thème(s) : Mise à jour du POI
Prescription contrôlée : <p>« Au titre de la défense contre l'incendie et conformément à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, le site est autonome et n'a pas recours aux moyens des services d'incendie et de secours. Il se doit donc de respecter les exigences de l'arrêté ministériel susmentionné associées aux sites autonomes.</p> <p>Le POI sera mis à jour sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté afin d'intégrer les remarques du rapport de l'inspection visée (5 septembre 2019) et de l'adapter au statut d'autonomie du site. »</p>
Nota : <p>Le rapport de l'inspection du 5 septembre 2019 indiquait :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le POI ne précise pas qui est autorisé à déclencher le POI ni quel est le signal (sirène, par exemple).• Il n'est pas précisé si les locaux administratifs (bureau exploitation) abritent le PC fixe durant le POI. De plus, l'Inspection note que les locaux administratifs sont dans la zone des effets thermiques létaux (5 kW/m²), et, pour une petite partie, dans la zone des effets létaux significatifs (8 kW/m²) pour le scénario « Postes de chargement ».• Les plans situés en annexe du POI sont difficilement lisibles. En ce qui concerne le risque de pollution du réseau de collecte des eaux pluviales, le plan des VRD en annexe du POI ne mentionne aucune légende ni titre, le décanteur-déshuileur n'apparaît pas. Il n'est pas précisé, pour les scénarios « pollution », si le réseau eaux pluviales peut être sectionnable en sortie du site et où (hors décanteur-déshuileur).• Demande 20 : l'exploitant révisera son POI afin de prendre en compte les remarques précédentes et de l'adapter à son statut (autonome présumé, Cf. demande 18).• Le POI sera mis à jour par SASCA afin d'intégrer les modifications apportées dans le présent document. Ce point sera repris dans le futur arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.
Constats : <p>L'exploitant a présenté son POI dans sa dernière version du 16/11/22.</p> <p>Le POI précise à son chapitre 4, que le DOI est responsable de la mise en œuvre du POI. L'exploitant déclare que c'est le DOI qui décide du déclenchement du POI. L'inspection constate, que le POI ne l'indique pas de manière explicite et qu'il n'indique pas les conditions dans lesquelles il convient de le déclencher, en fonction de la gravité de l'incident. Le DOI est le chef de dépôt ou son adjoint qui sont sur site ou joignables en astreinte.</p> <p>L'exploitant déclare que son établissement, dispose d'une sirène qui est activée lors d'un arrêt d'urgence des installations, mais qu'il ne dispose pas d'une sirène dédiée au déclenchement du POI.</p> <p>Un local dédié au POI est implanté au Sud des locaux administratifs. Il n'a pas été possible de vérifier au cours de l'inspection, si les effets létaux et létaux significatifs l'atteignent. Au cours de sa visite, l'inspection a constaté, que ce local ne dispose pas d'un système de supervision, permettant d'accéder à l'état des installations (Niveaux, température, position des vannes, fonctionnement des pompes, détection hydrocarbures, etc.). L'inspection considère, qu'un tel système s'avérerait très utile, dans le cas d'un sinistre dont les effets thermiques atteindraient le bureau des chefs de piste, qui accueille ledit système de supervision employé en routine.</p> <p>Les autres points du rapport de l'inspection du 5 septembre 2019 n'ont pas pu être abordés lors de la visite. Les deux points restant ; le plan de défense incendie et le réseau VRD ; seront abordés au cours d'une prochaine visite d'inspection prévue au second semestre 2023.</p>
Type de suites proposées : <p>Demande n°4 : Transmettre le POI en version informatique.</p>

Demande n°5 :

Préciser dans le POI, la personne autorisée à déclencher le POI ainsi que les critères de déclenchement en fonction de la gravité de l'incident.

Demande n°6 :

Mettre en place, sous trois mois, une sirène dédiée au déclenchement du POI.

Demande n°7 :

Apporter des éléments cartographiques, permettant de déterminer la situation du local POI par rapport aux effets thermiques en cas d'incendie.

N° 5 : Confinement des eaux pluviales en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 54-3
Thème(s) : Confinement des eaux pluviales en cas de sinistre
Prescription contrôlée : <i>« 54-3. Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de collecter des liquides inflammables en cas de sinistre disposent d'un organe de sectionnement situé avant le point de rejet au milieu naturel. »</i>
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, les eaux de voirie ; à l'exclusion des aires de chargement et de dépotage ; sont collectées par des avaloirs, transitent par un déshuileur/débourbeur, avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de l'aéroport. Conformément au porté à connaissance de l'exploitant du 11 juillet 2022 et aux constats de l'inspection au cours de sa visite du site, de nombreux camions citernes et avitailleurs stationnent sur les voiries de l'établissement, en dehors des aires de chargement et de dépotage. En cela, le réseau des eaux pluviales est susceptible de collecter des liquides inflammables en cas de sinistre. En sus du sujet du réseau de collecte des eaux pluviales de voiries, l'inspection a constaté au cours de sa visite de l'établissement, que l'aire de chargement n°1 et les deux aires de dépotage, ne semblent pas visuellement, permettre de collecter correctement un écoulement accidentel de liquides inflammables, pour le diriger dans le réseau dédié à cet effet.
Type de suites proposées : Non conformité n°2 : Remettre, sous 3 mois, une étude technico-économique pour le confinement des eaux pluviales de voiries en cas de sinistre, accompagnée d'un planning de réalisation des travaux nécessaires. Bien que l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ne l'exige pas explicitement, il semblerait opportun que ce système soit motorisé et asservi aux différents systèmes de sécurité de l'établissement (Détection de liquides inflammables, détection feux, alarme incendie, activation des moyens d'extinction incendie, etc.) Demande n°8 : Vérifier la conformité des aires de chargement (notamment la n°1) et celles de dépotage, en ce qui concerne leur capacité à collecter correctement un écoulement de liquides inflammables, pour le diriger dans le réseau dédié à cet effet.

N° 6 : Formation du personnel à la lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 43-2-5
Thème(s) : Formation du personnel à la lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <i>« Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens. »</i>
Constats : L'ensemble du personnel est formé une seule fois auprès d'un organisme spécialisé (GESIP) à la lutte contre l'incendie. En sus, le personnel fait l'objet de contrôles continus des connaissances en interne (Théorie, connaissance des fiches réflexes) et participe à des exercices. L'exploitant a présenté le compte rendu de l'exercice effectué le 27 mars.
Type de suites proposées : Demande n°9 : Transmettre la liste du personnel formé à l'extinction d'un incendie par un organisme spécialisé, les justificatifs et le contenu de la formation. Demande n°10 : Mener une réflexion sur la périodicité de renouvellement des formations à la lutte contre l'incendie, en se basant sur des normes, bonnes pratiques, voire recommandations de l'organisme de formation ;